

Procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 27/09/2012

- **Question de Madame Marie Bernard, conseillère communale CDH.**

Monsieur le Président,

Le 12 juin dernier, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt dans une affaire qui opposait la commune de Schaerbeek au Syndicat National des Propriétaires et Copropriétaires.

Pour rappel, la commune de Schaerbeek avait adopté un règlement-taxe instaurant une taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique, alors que le CoBAT érige également en infraction pénalement sanctionnée le fait de modifier, sans permis préalable, le nombre de logements dans une construction existante. Le Conseil d'Etat a considéré que la taxe communale poursuivait un objectif répressif et que donc, l'infraction aux prescriptions du CoBAT quant à la subdivision des immeubles en plusieurs logements était, par l'effet du règlement-taxe litigieux, sanctionnée deux fois : d'une part par des sanctions, notamment pénales, prévues par le CoBAT, d'autre part par la taxe communale. Le principe fondamental « non bis in idem » était donc violé. Le Conseil d'Etat a dès lors annulé le règlement-taxe de Schaerbeek.

Au début de la procédure devant le Conseil d'Etat, la commune d'Auderghem avait introduit une demande en intervention parce qu'elle avait adopté un règlement taxe similaire à celui de Schaerbeek. La demande de la commune avait été rejetée par le Conseil d'Etat qui a considéré que la commune n'avait pas d'intérêt direct à la cause.

Depuis, la commune d'Auderghem a abrogé son règlement-taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples sans permis d'urbanisme et l'a remplacé par un règlement-taxe relatif à divers actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ou permis de lotir sans qu'un tel permis n'ait été obtenu.

Tout à fait consciente que la commune doit pouvoir compter sur les rentrées financières que constituent les taxes communales, je trouve cependant important de veiller à ce que ces taxes respectent le droit.

Dans ce contexte, je demande au Collège :

- ce qui avait amené la commune à faire une demande en intervention dans la procédure devant le Conseil d'Etat et ce qu'elle en attendait
- si la jurisprudence récente du Conseil d'Etat à l'égard de la commune de Schaerbeek ne doit pas amener la commune d'Auderghem à revoir certains de ses règlements-taxe qui contreviendraient au principe « non bis in idem ». Dans l'affirmative, quels sont les règlements concernés ? Ainsi, par exemple, est-on certain que le nouveau règlement-taxe relatif à divers actes et travaux permet d'éviter une atteinte à ce principe fondamental de droit ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez m'apporter.

- **Réponse de Monsieur Didier Gosuin, Bourgmestre**

Madame la Conseillère,

Vos questions appellent les réponses suivantes.

- Qu'est-ce qui a amené la commune à faire une demande en intervention dans la procédure devant le Conseil d'Etat et ce qu'elle en attendait ?

De prime abord, on pouvait penser qu'il y avait certains points communs entre le règlement taxe sur les logements subdivisés sans permis d'urbanisme et le règlement taxe de la commune de Schaerbeek.

La demande d'intervention avait donc un double but :

- avoir une décision du Conseil d'Etat sur l'identité ou la similarité des deux règlements qui, si elle était confirmée, signifierait que notre règlement s'exposerait aux mêmes critiques ;
- en cas de similarité, nous défendre aux côtés de Schaerbeek.

Le Conseil d'Etat a rejeté notre demande d'intervention. C'est donc la meilleure preuve que nos règlements taxes ne sont pas suffisamment similaires.

- la jurisprudence récente du Conseil d'Etat à l'égard de la commune de Schaerbeek ne doit-elle pas amener la commune d'Auderghem à revoir certains de ses règlements-taxe qui contreviendraient au principe « non bis in idem ». Dans l'affirmative, quels sont les règlements concernés ? Ainsi, par exemple, est-on certain que le nouveau règlement-taxe relatif à divers actes et travaux permet d'éviter une atteinte à ce principe fondamental de droit ?

D'emblée, il faut souligner que les règlements taxes d'Auderghem et de Schaerbeek sont différents. Les éléments les plus saillants qui ont amené le Conseil d'Etat à censurer le règlement fiscal schaerbeekois ne se retrouvent pas chez nous : le fait générateur de la taxe à Schaerbeek était la rédaction d'un procès-verbal d'infraction au droit de l'urbanisme et la volonté du conseil communal schaerbeekois était de substituer la procédure fiscale à la procédure d'infraction du COBAT.

Ce n'est nullement la même chose chez nous : tout d'abord, le dispositif fiscal ne se substitue pas aux procédures d'infraction au COBAT ; celles-ci sont menées de manière autonome et menées à leur terme, au besoin par voie judiciaire, qu'il y ait ou non taxation.

Ensuite, politiquement, le but a été d'accroître la pression financière sur les marchands de sommeil car il est apparu que, dans la réalité, tous les marchands de sommeil avaient subdivisé et densifié très fortement leurs immeubles.

Enfin, le règlement taxe que vous évoquez n'existe plus, vous l'avez dit. Il a été remplacé par un autre règlement qui part d'une logique et qui a un champ d'action différents.

Désormais, la taxe est articulée sur tous les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ou de lotir. Les redevables qui ont entrepris ces actes et travaux avec permis paient une taxe équivalente à l'ancienne taxe de bâtisse. Ceux qui ont exécuté ces actes et travaux sans permis doivent eux aussi acquitter une taxe. Le taux de cette taxe est identique à celle payée par les redevables qui ont un permis d'urbanisme avec deux différences :

- le mode de calcul ne pouvant se faire sur plan, le règlement taxe définit spécialement les règles de calcul des superficies ;
- la taxe est due annuellement alors que la taxe de bâtisse n'est à verser qu'une fois, lors de la demande de permis.

Par conséquent, nous tenons compte d'une différence objective entre les redevables : ceux qui disposent d'un permis et ceux qui n'en ont pas. Et nous les taxons différemment pour que l'on ne nous reproche pas de battre en brèche le principe d'égalité : l'égalité est effectivement violée quand on traite de manière différente des situations identiques mais aussi quand on traite de la même manière des redevables dans des situations fondamentalement différentes.

En outre, les redevables qui sollicitent un permis d'urbanisme demandent beaucoup moins de travail administratif que les autres. En effet, les redevables en situation illégale exigent de nombreux contrôles sur le terrain et la mobilisation du service juridique en sus du service urbanisme. Les coûts d'honoraires d'avocats pour les actions en justice que nous menons ne sont pas non plus à négliger. Il est normal que ces redevables indécents contribuent davantage à l'impôt dès lors qu'ils coûtent davantage à la collectivité.

Mme Bernard demande si les redevables qui n'ont pas demandé de PU sont frappés d'une taxe de nature pénale.

Le Bourgmestre affirme que la taxe, vu ce qu'il a expliqué, n'est pas de nature pénale.

- **Question de Madame Marie Bernard, conseillère communale CDH.**

Monsieur le Président,

La présence de policiers ou d'agents de sécurité aux abords des écoles de la commune me semble indispensable, et ce, surtout aux heures de grande affluence, à savoir principalement le matin, dans les vingt minutes qui précèdent le début des cours et dans les dix minutes qui le suivent.

Cette présence permet, en plus des feux de signalisation et de passages pour piétons, de réguler la circulation, de faire arrêter les voitures trop pressées et d'ainsi assurer une sécurité maximale aux écoliers et aux parents qui les conduisent. Et ce particulièrement aux moments où les enfants se dépêchent pour être à l'heure ou pour être le moins en retard possible.

Il se fait cependant que je constate que la présence policière devant certaines écoles est assez aléatoire. Certains jours, un policier est présent, d'autres jours pas, d'autres jours encore, la présence n'est assurée que jusque 5 ou 10 minutes avant le début des cours. Devant d'autres écoles, ce sont des gardiens de la paix qui assurent la sécurité.

Sur la base de ce qui précède, je voudrais demander au Collège si une procédure précise de demande doit être respectée par les directions d'écoles pour pouvoir bénéficier d'une présence d'un policier ou de gardiens de la paix le matin, lors de l'arrivée des enfants aux abords de l'établissement ? Comment et sur quels critères sont traitées ces demandes au niveau de la commune ? Quels sont les éléments qui font qu'il ne peut pas toujours y être répondu favorablement ? Comment pallier l'éventuel manque de policiers ou de gardiens de la paix ?

Je vous remercie pour les réponses que vous pourrez m'apporter.

- **Réponse de Monsieur Bruno Collard, Schepen.**

Madame la Conseillère,

Dans ma réponse, je distinguerai les deux corps communaux qui assument cette mission : les gardiens de la paix et la police locale puisque la commune a bien davantage de maîtrise sur les priorités des premiers par rapport aux seconds. Les priorités communales sont quelque peu "dissoutes" dans les priorités de la zone.

A l'égard des gardiens de la paix, nos priorités doivent être acceptées et peuvent être modifiées par la Région et le Service Public Fédéral Intérieur mais nous gardons un certain pouvoir d'initiative. En ce qui concerne la police locale, nous n'avons pas de pouvoir d'injonction à son égard. Notre action relève plus de la concertation et de la discussion.

Les Gardiens de la Paix commencent leur service à 8h, directement aux écoles et aux passages piétons désignés par la police. Ils terminent à 8h30 (voir 40) selon l'affluence de véhicules.

Les lieux où les Gardiens de la Paix sont postés sont choisis en coordination avec les services de police.

Actuellement, il nous est demandé d'assurer la sécurité aux abords des écoles suivantes :

- 1) Pré des Agneaux, à la place Pinoy
- 2) Athénée Royal d'Auderghem, av. du Parc de Woluwé
- 3) Pour le mois d'octobre, en accord avec St Julien (néerl. + francophones), le passage piéton sans feu situé dans l'av. de l'Eglise St Julien.

Enfin, dans les objectifs pour lesquels le SPF Intérieur nous subventionne, nous devons AUSSI garantir une part de sécurisation sur le chemin de l'école ailleurs que devant les écoles le matin puisque l'enquête "Racket" a déterminé que les lieux "à risque" se situaient aux entrées de stations métro principalement lors des accès et des sorties d'écoles. C'est un élément important par rapport à la subsidiarité que nous avons.

Donc, il n'est pas possible de mobiliser toute l'équipe pour des prestations de 30 minutes le matin à moins de faire des horaires coupés....N'oublions pas que nos gardiens de la paix sont actuellement au nombre de 13.

En ce qui concerne la police locale, la sécurité aux abords des écoles est une priorité de la zone de police. Cette mission est confiée d'abord aux inspecteurs de quartier, puisque l'administration communale est limitée en terme d'effectifs en terme de gardiens de la paix

Les critères pour la désignation des écoles qui doivent faire l'objet d'une surveillance policière sont les suivants.

L'inspecteur de quartier assure, dans la mesure du possible, la surveillance d'une école dans son quartier. La dangerosité de la circulation et la densité du trafic sont de critères déterminants pour la décision de mise en place d'une surveillance. La surveillance peut être parfois temporaire ou interrompue en fonction des travaux effectués à l'endroit.

Comme ils ne sont que 8, les inspecteurs de quartier ne peuvent être présents tous les matins du lundi au vendredi aux abords des écoles. Ils sont dès lors remplacés par des patrouilles d'intervention. Pour celles-ci, les missions de secours restent prioritaires et il arrive donc que la surveillance des écoles ne puisse plus être assurée que partiellement.

Toute direction d'école peut formuler une demande d'intervention. Elle est analysée en fonction des critères de dangerosité de la circulation, de présence d'incivilités ou de phénomènes de rackets. Cela se passe dans un cadre assez libre et la discussion est très ouverte.

Les surveillances sont alors mises en place à cet endroit. En ce qui concerne les phénomènes d'incivilités et de rackets, des surveillances ponctuelles sont effectuées par les membres du service de la police locale « famille et jeunesse » en civil, parfois en collaboration avec d'autres services d'intervention.

La conclusion de cela, c'est que l'on fait au mieux avec les moyens du bord. Comment pallier à ce problème d'effectif?

Dans le passé, nous avons des volontaires (parents, pensionnés, chômeurs,...) qui étaient formés par la police. L'évolution de la société est telle qu'il y a moins de bénévoles. Mais c'est une voie à relancer.

M. Noël se fait fort via l'asbl Seniors de faire appel au volontariat. Il demande à l'échevin d'en étudier la faisabilité.

Mme Lenoir souhaite une information officielle aux parents lorsque ce système sera mis au point.

Le Bourgmestre regrette que les investissements lourds de la collectivité pour créer des zones 30 soient réduits à peu de choses car le Parquet ne poursuit les excès de vitesse qu'à partir de 57 km/h. Une demande à la Ministre de l'Intérieur de mettre les excès de vitesse en zone 30 dans le système de sanctions administratives communales mais sans succès.

Notulen van de Gemeenteraad van 27/09/2012

- **Vraag van mevrouw Marie Bernard, gemeenteraadslid voor CDH.**

Heer voorzitter,

Op 12 juni jl. heeft de Raad van State een arrest gevelde in een zaak die de Gemeente Schaarbeek tegen het Nationale Eigenaren- en Mede-eigenarensyndicaat opstelde.

Ter herinnering, de gemeente Schaarbeek had een belastingsreglement gestemd waarbij er een heffing ingevoerd werd op de panden onderverdeeld in meervoudige woongelegenheden die niet beantwoorden aan de stedenbouwkundige wetgeving, hoewel het BROH het feit van zonder vergunning, aantal woongelegenheden in een bestaand gebouw te wijzigen eveneens strafbaar stelt. De Raad van State heeft geoordeeld dat de gemeenteheffing een repressieve doelstelling nastreefde en dat dus een inbreuk op de voorschriften van het BROH betreffende de onderverdeling van panden in meerdere woongelegenheden door de uitwerking van het betwiste belastingreglement tweemaal bestraft werd: enerzijds door de met name strafrechterlijke sancties voorzien door het BROH en anderzijds door de gemeenteheffing. Het basisprincipe van «non bis in idem» werd dus geschonden. Derhalve heeft de Raad van State het belastingreglement van Schaarbeek tenietgedaan.

Bij het begin van de procedure voor de Raad van State had de gemeente Oudergem een verzoek tot tussenkomst ingediend, want zij had ook een met dat van Schaarbeek vergelijkbaar belastingreglement gestemd. Het verzoek van de gemeente werd afgewezen door de Raad van State die oordeelde dat de gemeente geen rechtstreeks belang in de zaak had.

Sindsdien heeft de gemeente Oudergem haar belastingreglement op de zonder stedenbouwkundige vergunning in meerdere woongelegenheden onderverdeelde panden ingetrokken en vervangen door een belastingreglement met betrekking tot verschillende aan een stedenbouwkundige vergunning of verkavelingsvergunning onderworpen handelingen en werken, die uitgevoerd worden zonder dat er een dergelijke vergunning verkregen werd.

Degelijk bewust van het feit dat de gemeente moet kunnen rekenen op financiële inkomsten uit de gemeentelijke heffingen, vind ik het toch belangrijk er voor te zorgen dat die heffingen rechtsgeldig zijn.

In dit verband vraag ik aan het college:

- wat de gemeente ertoe gebracht had een verzoek tot tussenkomst in procedure voor de Raad van State in te dienen en wat zij ervan verwachtte.
- of de recente rechtspraak van de Raad van State ten aanzien van de gemeente Schaarbeek de gemeente Oudergem er niet toe aanzetten sommige aspecten van haar belastingreglementen te herzien, die strijdig zouden zijn met het beginsel «non bis in idem». Indien ja, welke zijn dan de betrokken reglementen? Is men zo bijvoorbeeld zeker dat het nieuwe belastingreglement met betrekking tot verschillende handelingen en werken toelaat een schending van dit rechtsgrondbeginsel te vermijden?

Ik dank u voor de antwoorden die u mij zult kunnen leveren.

- **Antwoord van de heer Didier Gosuin, Burgemeester**

Mevrouw gemeenteraadslid,

Uw vragen geven aanleiding tot de volgende antwoorden.

- wat de gemeente ertoe gebracht had een verzoek tot tussenkomst in procedure voor de Raad van State in te dienen en wat zij ervan verwachtte.

Op: het eerste zicht kon men denken dat er bepaalde gemeenschappelijke punten bestonden tussen het belastingreglement op de woongelegenheden die zonder stedenbouwkundige vergunning onderverdeeld werden en het belastingreglement van de gemeente Schaarbeek.

Het verzoek tot tussenkomst had dus een dubbel doel:

- een beslissing van de Raad van State te krijgen over de gelijkheid of de vergelijkbaarheid van de beide reglementen, die, indien bevestigd, had betekend dat ook ons reglement aan dezelfde kritieken zou blootstaan;
- bij vergelijkbaarheid, ons zij aan zij met Schaarbeek te verdedigen.

De Raad van State heeft ons verzoek tot tussenkomst afgewezen. Het is dus het beste bewijs dat onze belastingreglementen niet voldoende vergelijkbaar zijn.

- de recente rechtspraak van de Raad van State tegen de gemeente Schaarbeek hoeft dus de gemeente Oudergem niet aan te zetten om bepaalde van haar belastingreglementen te herzien, die zouden strijdig zijn met het rechtsbeginsel «non bis in idem».

Indien ja, welke zijn dan de betrokken reglementen? Is men zo bijvoorbeeld zeker dat het nieuwe belastingreglement met betrekking tot verschillende handelingen en werken toelaat een schending van dit rechtsgrondbeginsel te vermijden?

Allereerst dient onderstreept te worden dat de belastingreglementen van Oudergem en Schaarbeek verschillend zijn. De meest in het oog springende elementen die de Raad van State ertoe aangezet hebben, het Schaarbeekse belastingreglement af te wijzen waren bij ons niet voorhanden: het feit aan de oorsprong van de heffing in Schaarbeek was het opstellen van een proces-verbaal van inbreuk op het stedenbouwwet en de wil van de Schaarbeekse gemeenteraad om een taksprocedure in de plaats te stellen van de inbreukprocedure van het BROH.

Bij ons is het helemaal anders: in de eerste plaats komt de fiscale voorziening niet in de plaats van de inbreukprocedures van het BROH; die wordt zelfstandig gevoerd en beëindigd, zonodig langs gerechtelijke weg, ongeacht of er al dan niet een heffing is.

Vervolgens was, politiek gezien, de bedoeling de financiële druk op huisjesmelkers te verhogen, want het was gebleken dat alle huisjesmelkers in werkelijkheid al hun panden zeer sterk onderverdeeld en verdicht hadden.

Om af te sluiten, het belastingreglement dat u aanhaalt bestaat niet meer, zoals u gezegd hebt. Het werd vervangen door een ander reglement, dat een andere logica hanteert en een verschillend actiegebied heeft.

Voortaan berust de heffing op alle aan een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingvergunning onderworpen handelingen en werken. Belastingplichtigen die deze handelingen of werken met een vergunning ondernomen hebben betalen een heffing gelijk aan de vroegere gebouwheffing. Wie deze handelingen en werken zonder vergunning uitgevoerd heeft moet ook een heffing betalen. Het bedrag van deze heffing is gelijk aan dat betaald door belastingplichtigen die een stedenbouwkundige vergunning hebben, met twee verschillen:

- daar de berekening niet op plan kan gebeuren, bepaalt het belastingreglement specifiek de regels voor het berekenen van de oppervlakten;
- de heffing is jaarlijks verschuldigd, daar waar de gebouwentaks slechts éénmaal dient gestort te worden, bij de aanvraag voor de vergunning.

Wij houden bijgevolg rekening met een objectief verschil tussen de belastingplichtigen: wie over een vergunning beschikt en wie er geen heeft. En wij belasten ze op een verschillende manier, zodat men ons niet kan verwijten dat wij het gelijkheidsprincipe met de voeten treden: de gelijkheid is inderdaad geschonden wanneer men gelijke toestanden verschillend behandelt, maar ook wanneer men belastingplichtigen in grondig verschillende toestanden gelijk behandelt.

Bovendien vergen belastingplichtigen die een stedenbouwkundige vergunning aanvragen veel minder administratief werk dan de andere. Belastingplichtigen die zich buiten de wet bevinden vergen immers talrijke controles, op het terrein en de inzet van de rechtsafdeling naast en boven die van de afdeling stedenbouw. De kosten voor de erelonen van de advocaten voor de rechtszaken die wij aanspannen mogen evenmin vergeten worden. Het is dus normaal dat die belastingplichtigen meer tot de belasting bijdragen, nu zij meer aan de gemeenschap kosten.

Mevrouw Bernard vraagt of belastingplichtigen die geen bouwvergunning aangevraagd hebben door een heffing van strafrechtelijke aard getroffen worden.

De burgemeester bevestigt dat, in het licht van zijn uitleg, de heffing niet van strafrechtelijke aard is.

- **Vraag van mevrouw Marie Bernard, gemeenteraadslid voor CDH.**

Heer voorzitter,

De aanwezigheid van politiemensen of gemeenschapswachten aan de schoolpoorten in de gemeente lijkt mij onmisbaar, vooral dan op zeer drukke ogenblikken, met name hoofdzakelijk in de morgen, tijdens de twintig minuten vóór het begin van de lessen en tijdens de tien daarop volgende minuten.

Deze aanwezigheid laat, samen met de verkeerslichten en de oversteekplaatsen, toe het verkeer te regelen, te gehaaste voertuigen te stoppen en zodoende een maximale veiligheid te verzekeren aan scholieren en ouders die ze begeleiden. En dit in het bijzonder op ogenblikken waarop de kinderen zich haasten om op tijd aan te komen of zo weinig mogelijk over tijd te zijn.

Ik moet echter vaststellen dat de aanwezigheid van de politie aan bepaalde scholen vrij wisselvallig is. Op sommige dagen staat er politie, op andere dagen niet, op nog andere dagen staan ze er slechts 5 tot 10 minuten vóór het begin van de lessen. Bij andere scholen zijn het gemeenschapswachten die de veiligheid verzekeren.

Op basis van het voorgaande zou ik aan het college willen vragen of er door de schooldirecties een precieze aanvraagprocedure moet nageleefd worden om te kunnen genieten van de aanwezigheid van een politieman of een gemeenschapswacht in de morgen, wanneer de kinderen bij de schoolpoort aankomen? Hoe en op grond van welke criteria worden die aanvragen behandeld op het vlak van de gemeente? Om welke reden kan er niet altijd een gunstig gevolg aan gegeven worden? Hoe het eventuele gebrek van politiemensen of gemeenschapswachten opvangen?

Ik dank u voor de antwoorden die u mij zult kan leveren.

Antwoord van de heer Bruno Collard, Schepen.

Mevrouw gemeenteraadslid,

In mijn antwoord ga ik onderscheid maken tussen de twee gemeentelijke korpsen die deze opdracht waarnemen: de gemeenschapswachten en de plaatselijke politie, want de gemeente heeft heel wat meer zeggenschap over de prioriteiten van de eersten dan ten aanzien van de tweede. De gemeentelijke prioriteiten zijn ietwat "opgelost" in de prioriteiten van de zone.

Onze prioriteiten voor het gemeenschapswachten moeten wel aanvaard worden en kunnen door het Gewest of door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken gewijzigd worden, maar wij behouden toch een zeker initiatiefvermogen. Voor wat de plaatselijke politie betreft hebben wij geen bevelsmacht. Onze actie is meer gestoeld op overleg en bespreking. De gemeenschapswachten starten hun dienst om 8u, rechtstreeks bij de door de politie aangeduide scholen en oversteekplaatsen. Zij stoppen om 8.30u (of zelfs 40), naargelang van de verkeersdrukte.

De plaatsen waar de gemeenschapswachten opgesteld worden in samenspraak met de politiediensten gekozen.

Op dit ogenblik worden wij verzocht de veiligheid te verzekeren bij de volgende scholen:

- 1) Pré des Agneaux, op het Pinoyplein
- 2) Koninklijk Atheneum, Woluweparklaan
- 3) Voor de maand oktober, in akkoord met St. Juliaan (NL + FR), de oversteekplaats zonder verkeerslichten in de St. Juliaankerklaan.

Tenslotte moeten wij bij de doelstellingen waarvoor de FOD Binnenlandse Zaken ons subsidieert, OOK een stuk van de beveiliging op weg naar school verzekeren op andere plaatsen dan voor de schoolpoort in de morgen, want het onderzoek "Racket" heeft uitgemaakt dat de "risicoplekken" gelegen zijn aan de ingangen van de metrostations, hoofdzakelijk bij het aankomen en het verlaten van de school. Het is een belangrijk element in de subsidies die wij ontvangen.

Het is dus niet mogelijk de hele ploeg in te zetten voor prestaties van 30 minuten in de morgen, tenzij er gekapte uurregelingen toegepast worden.... Wij beschikken nu over een totaal van 13 gemeenschapswachten.

Voor wat nu de plaatselijke politie betreft, is de veiligheid aan de schoolpoort een prioriteit van de politiezone. Deze opdracht wordt in de eerste plaats toevertrouwd aan de wijkagenten, want het gemeentebestuur heeft maar een beperkt aantal gemeenschapswachten.

De criteria voor het aanwijzen van de scholen waarop er toezicht zal uitgeoefend worden zijn als volgt.

De wijkagent verzekert, in de mate van het mogelijke, het toezicht op een school in zijn wijk. De gevaarlijkheid en dichtheid van het verkeer zijn doorslaggevende criteria voor de beslissing om een toezicht in te stellen. Het toezicht kan soms voorlopig zijn of onderbroken worden, wanneer er op die plek werken uitgevoerd worden.

Omdat er slechts 8 wijkagenten zijn, kunnen ze niet van maandag tot vrijdag a in de morgen aan de schoolpoort aanwezig zijn. Zij worden dan vervangen door interventiepatrouilles. Voor deze laatste blijven hulpopdrachten prioritair en soms kan het toezicht op de scholen dan ook slechts gedeeltelijk verzekerd worden. Eender welke schooldirectie kan een aanvraag tot tussenkomst indienen. Die wordt dan onderzocht op criteria zoals gevaarlijkheid van het verkeer, voorhanden zijn van overlast of van racketverschijnselen. Dit gebeurt in een nogal vrij kader en de bespreking is zeer open.

Op die plaats wordt er dan toezicht ingevoerd. Voor wat betreft overlast en racketverschijnselen wordt er gericht toezicht uitgeoefend door leden van plaatselijke politiedienst «gezin en jeugd» in burger, soms in samenwerking met andere interventiediensten.

Het besluit van alles is dat wij ons best doen met de beschikbare middelen. Hoe kunnen wij nu dat probleem met het bestand opvangen?

Vroeger hadden wij vrijwilligers (ouders, gepensioneerden, werklozen, ...), die door de politie opgeleid werden?. De maatschappelijke ontwikkeling heeft tot minder vrijwilligers geleid. Maar die is een draad die wij weer moeten opnemen.

De heer Noël maakt zich sterk op via de vzw Senioren een oproep voor vrijwilligers te doen. Hij vraagt aan de schepen de haalbaarheid ervan te bekijken.

Mevrouw Lenoir wenst een officieel bericht aan de ouders wanneer het systeem klaar zal zijn om ingevoerd te worden.

De burgemeester betreurt dat de zware investeringen van de gemeenschap voor het aanleggen van 30 km/u zones vrijwel tot niets geleid hebben, omdat het Parket snelheidsovertredingen slechts begint te vervolgen vanaf 57 km/u. Een aanvraag aan de Minister van binnenlandse zaken om snelheidsovertredingen in een zone 30 in het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties onder te brengen werd afgewezen.